

Bruxelles, le 17 avril 2025

SERVICE GÉNÉRAL DE LA DÉLINQUANCE JUVÉNILE  
Nicole CLAREMBAUX  
Directrice Générale Adjointe experte

SERVICE GÉNÉRAL DES IPPJ ET DES EMA  
Direction de la Coordination et  
de l'Inspection des IPPJ et des EMA  
Nathalie MONQUIGNON, Directrice

VOS CORRESPONDANTS :  
Laetitia DE FAYS, Directrice adjointe

Cellule de liaison,  
cellule.mgd@cfwb.be

Courrier à l'attention :

Des Juges de la Jeunesse  
Des Conseillers de la Jeunesse  
Des Procureurs du Roi de la Jeunesse  
Des Procureurs et avocats généraux de la Jeunesse

**OBJET : informations concernant des modifications relatives à des procédures d'admission en IPPJ en suite du sous-groupe de travail du comité de concertation « Magistrats de la jeunesse / Aide à la jeunesse » relatif aux mesures FQI**

Mesdames, Messieurs,

Un sous-groupe de travail du Comité de concertation "Magistrats de la jeunesse / Aide à la jeunesse" relatif aux mesures accessibles aux jeunes poursuivis du chef d'un fait qualifié infraction a récemment été instauré. Ce sous-groupe est constitué de membres volontaires du Comité de concertation et a pour objectif de débattre de questions relatives à la prise en charge des « jeunes FQI ». Le résultat des travaux réalisés fera l'objet d'un retour en comité de concertation. Le sous-groupe de travail s'est déjà réuni une première fois le 21 février 2025 et une deuxième fois le 10 avril 2025.

En suite des premiers échanges et propositions formulées dans le cadre de ces réunions, nous vous communiquons diverses informations relatives à des modifications provisoires urgentes des procédures d'admission en IPPJ dans l'attente d'une modification formelle des textes y afférant :

**1) Nouveau critère d'admission sur place d'urgence**

En raison de l'actualité relative au « narcotrafic » (principalement à Bruxelles) et de la violence liée à ces organisations, nous proposons, à dater de ce jour, la possibilité d'entrée des jeunes concernés par cette problématique sur place d'urgence (hormis la dernière place d'urgence de Braine-le-Château qui reste réservée aux faits les plus graves<sup>1</sup>) en dérogation aux critères actuellement en vigueur dans l'attente de la modification de l'arrêté fixant ces critères.

En suite des débats tenus dans le cadre du sous-groupe de travail, **nous proposons qu'une place puisse être octroyée lorsqu'est rencontré l'un des cumuls faits qualifiés infractions suivants :**

---

<sup>1</sup> Meurtres et ses tentatives/faits accompagnés de torture/traitements inhumains/terrorisme

- La participation à une organisation criminelle (324 ter §2) impliquée dans la vente de stupéfiants, associée à un fait de vente, offre en vente ou délivrance de stupéfiants/psychotropes sans autorisation ou à des personnes non autorisées (loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéifiantes, psychotropes, désinfectantes ou antiseptiques et des substances pouvant servir à la fabrication illicite de substances stupéifiantes et psychotropes) ;
- La participation à une organisation criminelle (324 ter §2) impliquée dans la vente de stupéfiants, associée à un fait de port illégal ou détention illicite d'arme (loi du 8 juin 2006 réglant des activités économiques et individuelles avec des armes, aussi appelée "loi sur les armes").

La Cellule de liaison s'assure que les critères d'urgence sont rencontrés pour pouvoir attribuer une place d'urgence.

Selon l'AGAJcmd, les modalités d'utilisation des places relèvent de l'organisation de ses services et ont été fixées par un arrêté du gouvernement. Lorsque le TJ de Bruxelles entend faire appel à ces services, les modalités d'utilisation s'appliquent de la même manière qu'en Wallonie.

La philosophie de l'article 12 de l'arrêté qui fixe le mécanisme d'utilisation des places d'urgence vise à répondre à des situations immédiates. Il doit s'agir de la première décision de mesure prise par le magistrat après le fait admissible sur place d'urgence. Il est envisagé d'apporter une précision en ce sens dans l'arrêté.

## **2) Durée d'inscription sur la liste d'attente de l'éducation à régime fermé**

Il vous avait été annoncé en octobre 2023 que le délai d'inscription sur la liste d'attente de l'éducation à régime fermé pour garçons serait prolongé à 3 mois au lieu de 2 durant la période des travaux des IPPJ de Braine-le-Château et de Wauthier-Braine (et de la réduction de places qu'impliquaient ces travaux), à partir de novembre 2023.

Depuis lors, au vu de l'augmentation significative de la liste d'attente du régime fermé, le délai d'inscription sur la liste d'attente a été maintenu à 3 mois jusqu'à présent.

Ce constat étant toujours d'actualité, **nous proposons, pour les listes d'attente de l'éducation à régime fermé, filles et garçons :**

- **Un maintien automatique du délai d'inscription sur la liste d'attente de 3 mois ;**
- **Une possibilité de maintien sur la liste d'attente pour un 4<sup>ème</sup> mois à la demande du juge de la jeunesse auprès de la Cellule de liaison.**

## **3) Admission en IPPJ après 21h**

Les admissions en IPPJ ne peuvent se réaliser après 21h en raison de la seule présence sur site du personnel de surveillance de nuit à partir de 22h.

Néanmoins, il apparaît exceptionnellement impossible, en raison de l'heure tardive d'attribution d'une place pour une entrée immédiate (SEVOR ou intermède) et/ou de la durée du transfert, que le jeune intègre l'institution avant 21h.

Dès lors, en suite des échanges intervenus dans le cadre du sous-groupe de travail, **nous proposons, dans ces cas de figure exceptionnels, que l'admission puisse se réaliser le lendemain matin, aux conditions suivantes :**

- **L'audience s'est bien tenue le jour de l'attribution,**
- **Le juge de la jeunesse confirme sa décision à la Cellule de liaison le jour de l'attribution et la confirme le jour-même par ordonnance,**
- **Le transfert du jeune est organisé pour le lendemain à 12h au plus tard.**

En vous souhaitant bonne réception du présent courrier, je vous prie d'agréer, Mesdames et Messieurs les magistrats, l'expression de ma meilleure considération.

Valérie DEVIS,

Administratrice générale

COPIE POUR INFORMATION :

- à [avocats.be](http://avocats.be) ;
- aux directeurs des Institutions Publiques de Protection de la Jeunesse ;
- aux directeurs de la protection de la jeunesse.



Valérie DEVIS  
Administratrice générale AGAJcmd  
Signature simple  
18/04/2025 10:07:56